

## **Il faut savoir utiliser les outils** **Les fonctionnaires ontariens au front de la culture**

Gilles Lajoie

---

Number 29, Winter 1983–1984

Être franco-ontarien-ontariois?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43827ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Lajoie, G. (1983). Il faut savoir utiliser les outils : les fonctionnaires ontariens au front de la culture. *Liaison*, (29), 46–48.

# Il faut savoir utiliser les outils Les fonctionnaires ontariois au front de la culture

Rares sont les Franco-ontariens qui occupent des postes clés dans les sphères culturelles des fonctions publiques fédérale et provinciale. Certes, il y en a au fédéral, mais ils sont absorbés par leur devoir national. Quant au provincial... à part certains députés de langue française, un sous-ministre à l'Environnement (Gérard Raymond) et une coordonatrice aux langues officielles (Francine Robitaille), les Franco-ontariens n'ont guère la chance de côtoyer Davis et cie. Comme quoi nous sommes « nés pour un petit pain »!

Nombreuses sont les raisons évoquées par les Franco-ontariens pour expliquer leur absence à des échelons supérieurs dans la fonction publique. Certains imputent la faute à la communauté, tel le réalisateur de Radio-Canada à Montréal, Guy Filion : « Il n'y a rien qui m'écoeure le plus qu'une communauté qui ne se tient pas debout ».

D'autres, comme l'agent de Ontour, Michael Gallagher, déclare que ce sont les gouvernements qui sont fautifs : « Ça serait trop facile pour moi de dire que c'est à cause qu'on fait affaire avec un gouvernement conservateur, orangiste et anglophone que les francophones sont absents de la fonction publique provinciale ».

— par —  
Gilles Lajoie

Tous sont unanimes sur un point cependant. Autant les Ontariens travaillant pour le gouvernement Davis se perçoivent comme des « serviteurs », autant les employés au niveau fédéral se déclarent « fonctionnaires ». Et tous deux savent qu'ils sont pris dans un moule, un carcan qu'il faut respecter. Comme le disent si bien les Anglais : « Don't rock the boat ». Cette politique, les Franco-ontariens doivent la suivre à la lettre.

## TORONTO DENIGRE

« Je ne sais pas, d'expliquer la responsable au Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario, Jeanne Sabourin, mais il me semble que les Franco-ontariens ont toujours été attiré par le fédéral. C'est peut-être en raison de sa politique du bilinguisme ». Pour tout dire, ils sont plus de 15 000 « officieusement » à se taper plus ou moins huit heures par jour derrière un bureau, à Ottawa. Rien d'officiel, car aucune statistique de la

sorte n'a été compilée jusqu'à présent. Si ce n'était que des quiproquos de certains, la bureaucratie fédérale fourmillerait de Franco-ontariens.

## UNE HISTOIRE... / VECUE

*Divers moments historiques ont marqué la vie des Franco-Ontariens. Certains parlent avec nostalgie de l'époque du règlement 17, d'autres ont fraîchement à la mémoire l'inauguration des premières institutions scolaires françaises de niveau secondaire.*

*Pour Huguette Labelle, le rapatriement de la constitution canadienne constitue une étape marquante dans sa vie. Certes, le rapatriement insuffla chez de nombreux Canadiens une fierté renouvelée, mais pour la sous-ministre au Secrétariat d'état, la joie était tout autre. Plutôt d'assister à cet événement par le truchement de la télévision, Huguette Labelle y a pris part en chair et en os. A vrai dire, la fonctionnaire se retrouvait, en ce 17 avril 1982, sur le même plateau que la reine d'Angleterre et le premier ministre Trudeau. Elle fit d'ailleurs la lecture du traité*

Selon des chiffres publiés par le Ministère des approvisionnements et services (datant de 1982), les francophones représentent un peu moins de 32 p. cent des employés de la fonction publique fédérale dans la région de la capitale nationale.

Très peu de Franco-ontariens ont cependant Toronto pour destination. Le gouvernement conservateur, le milieu anglophone et l'hostilité que certains de ses membres réservent aux minorités ont eu tôt fait de convaincre des Ontariens de rebrousser chemin. « C'est très bleu leurs affaires », de dire Michael Gallagher.

Conséquemment, les Franco-ontariens sont peu nombreux à travailler pour le gouvernement provincial. Encore moins d'Ontariens occupent des sièges moelleux aux derniers étages des gratte-ciel des rues Bloor et Young. « Queen's Park n'a jamais été un employeur attirant », de révéler la responsable des communications pour le Bureau du coordonnateur provincial des services en français, Francine Robitaille. « Il faut aussi se demander combien des six p. cent de francophones qui composent la province, combien d'entre eux sont attirés par une fonction publique qui

*historique devant des milliers de personnes massées devant le parlement et des millions d'auditeurs. Pas si mal pour une femme de Rockland qui, 10 ans plus tôt, faisait ses premiers pas dans la fonction publique fédérale!*

G.L.



Madame Huguette Labelle, lisant la loi constitutionnelle de 1982, au cours des cérémonies qui ont eu lieu sur la colline parlementaire le 17 avril 1982 (Photo : (c) Secrétaire d'état 1982)

n'était autrefois qu'anglophone? »

Pour pallier à cette absence, la coordinatrice n'y voit qu'une solution. « Il faut absolument miser sur la bonne volonté des gens d'où qu'ils viennent, du moins ceux qui sont intéressés par le développement des services en français ». Cette bonne volonté amène inexorablement chez les nouveaux-venus un certain sacrifice. S'astreindre au système, suivre la politique.

Certains « serviteurs » comme Paul Deault, anciennement du Ministère des affaires civiques et culturelles, ont fait les premiers pas. Celui-ci, qui administre maintenant le site historique de Sainte-Marie chez les Hurons, voue d'ailleurs un respect et une admiration sans bornes à la fonction publique. « Même si le système pouvait être parfois rigide, il était efficace. C'était comme une arme à double tranchant ». L'administrateur a su en tirer le meilleur.



Maurice Demers (Photo : Gilles Lajoie)

## UNE EXPERIENCE DECEVANTE

Queen's Park n'a pas fait seulement que des heureux. Au contraire! Maurice Demers, président du Conseil d'administration du Théâtre du P'tit Bonheur, à Toronto, a encore un goût amer de l'expérience qu'il a vécue dans la fonction publique, au début des années 70. C'était à l'époque de la mise en vigueur de la politique du bilinguisme de M. Trudeau et des premiers pas faits dans cette voie par le successeur de John Robarts, William « Bill » Davis.

Jeune, fraîchement sorti d'une université européenne avec un doctorat en psychologie, Demers souhaitait bien mettre à profit ses connaissances au milieu de la bureaucratie provinciale. Rien ne lui procura une plus grande satisfaction que de savoir qu'il travaillait dans l'entourage immédiat de nul autre que Bill Davis. « J'ai même écrit un discours qu'il prononça lors de l'inauguration d'une école à Sudbury », relate-il, un brin sarcastique. C'était sa seule note optimiste. Par la suite, sa carrière tout comme la langue française commença à plafonner à Toronto. « J'aurais voulu progresser, mais il me semblait que les francophones ne pouvaient

être affectés à rien d'autres que les dossiers francophones ».

Quelque dix ans plus tard, la situation demeure inchangée. Claire Pageau n'est pas la dernière venue. La troisième membre du triumvirat torontois (avec Jeanne Sabourin et Monique Cousineau) oeuvre dans le milieu culturel depuis de nombreuses années. Elle était là, en 1977, lorsque les premiers coordonateurs de langue française firent leur apparition : « On n'inventait rien, car tout cela existait en Ontario; il ne s'agissait que de le mettre en pratique ».

Aujourd'hui, Claire Pageau a troqué son bureau et sa chaise pivotante pour des meubles plus domestiques. Elle a également laissé derrière elle à la fois l'inertie et les encouragements de collègues pour s'attarder aux cris et aux pleurs de sa petite.

L'ex-coordonnatrice parle avec satisfaction du devoir accompli, mais ses propos laissent place également à une certaine déception. A vrai dire, elle n'y est pas allée du dos de la cuiller pour critiquer l'attitude du gouvernement provincial de lier les Franco-ontariens à la panoplie de services en français. « On semble être identifié comme les spécialistes de la francophonie et on semble vouloir nous laisser là », a-t-elle indiqué.

La nouvelle mère de famille sait de quoi elle parle. Quelques mois avant de démissionner de son poste de coordonnatrice pour le Ministère des affaires civiques et culturelles, elle avait approché divers ministères ayant siège à Toronto. Toutes ces tentatives pour obtenir un autre

emploi se sont avérées vaines, sauf une. Elle a obtenu une entrevue, mais aucune nouvelle par la suite.

Cette attitude choque d'autant plus Claire Pageau qu'elle sait que le gouvernement Davis ne fera pas preuve d'une plus grande latitude à l'égard des Franco-ontariens, au cours des années à venir. Actuellement, tout stagne dans la bureaucratie provinciale alors qu'à Ottawa, le milieu est constamment en ébullition malgré la présence des libéraux depuis plus d'une décennie. « Le gouvernement provincial a cette optique de traiter tout le monde sur le même pied. Il cherche à éviter ainsi toute forme de polarisation. Il est même prêt à traiter l'individu à part entière alors qu'au niveau collectif, c'est une autre paire de manches », a expliqué Jeanne Sabourin.



Monique Cousineau (Photo : Gilles Lajoie)

## ETRE OU NE PAS ETRE RADICAL

Somme toute, toute forme de revendication, de radicalisme est étouffée par le gouvernement provincial. Même dans la cour des fédéraux,



## L'ETERNEL REVENDICATEUR

Il était là à l'époque du « flower power ». Arrogant, militant, provocateur — « On ne disait pas la t.v. je la veux là; on disait plutôt la t.v. je la veux où? » —, Rhéal Leroux a toujours su convaincre, ou du moins sensibiliser, son entourage à la cause des Franco-ontariens.

Même s'il estime que cette période est révolue, le directeur de la division Loisirs et Culture pour la Commission de la capitale nationale (CCN), milite encore aujourd'hui à sa façon. Non pas en adhérant au Nouveau parti démocratique, ni en contestant dans un mouvement quelconque comme il le faisait durant les années folles de l'ancienne Association provinciale du mouvement de jeunesse franco-ontarienne. Il y va en catimini, préférant jouer un rôle effacé.

L'animateur conservera d'ailleurs toujours cette certaine réti-

cence. « Ca fait partie de mon travail revendiquer. Ce n'est pas un droit, un devoir qui m'incombe de tenir le débat sur les Franco-ontariens. C'est comme une sorte de mère nature dans l'Ontario français », a résumé le jeune homme de Casselman.

G.L.



« Ca fait partie de mon travail de revendiquer » (Photo : Productions Claude Savoie)

reconnus pour un certain laxisme. Car comme l'affirmait Norbert Frenette, directeur du Centre de recherche en éducation franco-ontarienne à OISE : « Il serait naïf de penser que les fonctionnaires francophones travaillent pour les Franco-ontariens ». « Il faut se conformer aux règles du jeu », a avoué Francine Robitaille. « Tu as des obligations et tu dois t'astreindre à la politique du gouvernement en question sinon tu en subiras les conséquences », a insisté Norbert Frenette. En somme, c'est une règle de « fair-play ». Tes activités et tes ambitions en dépendent ».

Qui ne risque rien n'a rien. Ils sont nombreux à adhérer à cet adage chez les fonctionnaires ontariens tant à l'échelle provinciale qu'à l'échelle nationale. Malheureusement, ce ne sont pas les haut-placés qui déplacent le plus de poussières. « Plus on avance dans la hiérarchie, plus on s'éloigne du milieu », a constaté Maurice Demers.

D'ailleurs, il n'est pas question de revendication pour Francine Robitaille. La simple mention du mot « radical » suscite, chez elle, une moue de désapprobation. Elle estime qu'elle évolue à un poste où il vaut mieux pas revendiquer. Pour parvenir à des changements appréciables, elle préfère « courtiser » des ministres plutôt que de faire la promotion de la culture franco-ontarienne. Selon la réceptivité de ces ministres, Francine Robitaille pense qu'un « coordonnateur efficace est capable de prendre des décisions ».

Un tout autre son de cloche se fait entendre parmi d'autres fonctionnaires. Ainsi Rhéal Leroux, qui est directeur de la division loisirs et culture pour la Commission de la

Capital nationale, estime qu'on peut être Franco-ontarien « sans avoir peur de se brûler ». Pour l'agent de théâtre du Conseil des arts du Canada, Nicole Doucet : « Il est évident qu'en étant Franco-ontarien, tu ne peux pas faire juste un job, tu ne peux pas juste exister ». Agir de la sorte, selon Guy Filion « ... signifierait ni plus ni moins que tu es mort culturellement ».

## RIEN D'ACQUIS

Georges-André Prud'homme, critique pour TV Ontario, sait de quoi le réalisateur de Radio-Canada parle, pour en avoir vécu l'expérience. Celui-ci n'a jamais cessé de revendiquer de meilleurs avantages, de promouvoir la culture ontarioise pendant ses années à la tête ontarioise de l'ONF, alors régionalisé de 75 à 82. Il s'est battu contre l'intelligentsia québécoise menée par Godbout et cie. Il a aussi tenté de maintenir le bureau régional de l'ONF ouvert, tout en s'assurant de la bonne marche d'un cinéma franco-ontarien à ses premiers balbutiements. « Car il y en a eu un cinéma franco-ontarien », d'ajouter l'ex-producteur.

Autant ce cinéma l'avait-il acquis par la peau des dents, autant le voyait-il s'effondrer à la suite de son départ en 1980. « Il n'y a rien d'acquis chez les Franco-ontariens. La sensibilisation auprès des gens est toujours à recommencer ; on n'arrive jamais à régler nos problèmes une fois pour toutes », a souligné Jeanne Sabourin qui élaborait sur les acquis des Franco-ontariens dans la fonction publique provinciale.

Si les Ontariens ont perdu la première manche, ils sont loin d'avoir perdu la guerre. En fait, leurs insuccès

leur ont insufflé un nouveau courage et une nouvelle perception. « Il y a une façon de revendiquer sans être vu comme un brasseur de merde », de renchérir Michael Gallagher. Cette approche constitue une priorité marquante dans l'esprit de plusieurs fonctionnaires franco-ontariens. Elle n'assurera guère une réponse spontanée de la part des gouvernements, mais elle aura ses effets à la longue. « On veut un système démocratique. L'envers de la médaille, c'est que ça va prendre du temps », a déclaré Maurice Demers.

Déjà, ceux qui assureront la relève ont une certaine longueur d'avance sur leurs aînés. « Le Franco-ontarien a une sensibilité et une compréhension du phénomène linguistique au pays qui est unique », a affirmé le sous-ministre au Secrétariat d'état, Huguette Labelle. Ce n'est pas tout d'avoir les outils, il faut savoir les utiliser. Les « chu'biling », communs parmi la jeunesse franco-ontarienne, n'ont guère convaincu la plupart des fonctionnaires interrogés. En fait, la situation frise parfois le ridicule. « On en est rendu que si on sait l'âge d'un candidat ontariois, on sait tout de suite s'il va être capable d'écrire ou non », a relaté Francine Robitaille.

## UNE AMBITION DEMESUREE

Plutôt que de les semoncer, les Franco-ontariens présents dans la bureaucratie provinciale ou fédérale cherchent à mettre en garde ces jeunes adultes contre cette ignorance. Car cette relève est présentement, menacée non pas par des cadres anglophones imperturbables, mais bien par une nouvelle élite ontarienne acquise au bilinguisme. En s'enrichissant de la langue française, ces fonctionnaires convoitent ni plus ni moins les postes bilingues réservés depuis belle lurette aux francophones. Tout autant que ses aînés, la relève devra donc faire ses preuves, manger ses crotes et possiblement assumer un plus lourd fardeau que ses antécédents. « Dans ce cas, de rétorquer l'un des principaux porte-parole des Franco-ontariens, Jean-Robert Gauthier, les Ontariens devront être non seulement aussi bons que les autres, mais aussi meilleurs que ceux-ci ». Car, aux dires de Huguette Labelle : « L'avenir réserve une bonne place au soleil aux Franco-ontariens dans la mesure où ils vont essayer de s'y installer, et quand ils y seront, travailleront aussi fort que les autres ».



**Gilles Lajoie** a été stagiaire en journalisme à **LIAISON** au cours de cet été. Il est étudiant à l'Université d'Ottawa.

## UN FRANCO-ONTARIEN EXILE

*Guy Filion, réalisateur au réseau des nouvelles télévisées de Radio-Canada, à Montréal, a ceci de particulier : c'est un Franco-ontarien québécois ou vice-versa.*

*Originaire de Sudbury, Filion s'est démarqué peu à peu du folklore*



« J'ai fait une sorte de saut mental » (Photo : Gilles Lajoie)

*ontariois pour se tourner vers le Québec à l'époque de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976. Travaillant alors à titre de réalisateur pour la station CBOFT d'Ottawa, il établira résidence à Hull plutôt que dans la capitale nationale. « Hull me faisait beaucoup penser à Sudbury », a-t-il révélé dans un bistro de la rue Dorchester, à Montréal.*

*Depuis lors, il n'a jamais quitté le Québec. Promu dans la métropole vers le début des années 80, il retournera, selon une expression bien à lui, « vivre chez soi » et se dira Québécois. « Je suis maintenant Québécois parce que j'ai fait une sorte de saut mental qui fait que je vis au Québec dans une société majoritairement francophone ».*

G.L.